

Zeitschrift: Heimatschutz = Patrimoine
Herausgeber: Schweizer Heimatschutz
Band: 90 (1995)
Heft: 1

Artikel: Pas comme ça! : Le point de vue de la Ligue Suisse du patrimoine national = So nicht! : Der Standpunkt des Schweizer Heimatschutzes
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-175671>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le point de vue de la Ligue Suisse du patrimoine national

Pas comme ça!

Lsp. La Ligue suisse du patrimoine national (LSP) est favorable à un élargissement des possibilités économiques des paysans; mais elle tient la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), telle qu'elle a été mise en consultation, pour mal adaptée à son objet. Elle voit beaucoup mieux la solution dans des zones à bâtir artisanales particulièrement liées à l'agriculture. L'article 18 LAT permet déjà de créer de telles zones.

Le projet de révision mis en consultation par le Département fédéral de justice et police (DFJP) entend permettre aussi, sous certaines conditions, de nouvelles constructions ou des transformations de bâtiments à but artisanal en rapport avec les exploitations agricoles. Cela aurait inévitablement pour conséquence un renchérissement des terres agricoles. Comme il serait impossible, en pratique, de réserver strictement ces dernières à la population paysanne, cela provoquerait de la part d'autres milieux économiques une demande propre à faire monter les prix. Selon l'article 18 LAT en vigueur, le droit cantonal pourrait prévoir – outre

des zones agricoles, protégées et à bâtir – «d'autres zones d'affectation», c'est-à-dire aussi, selon la LSP, des zones artisanales liées à l'agriculture. Dans de nombreuses régions du pays, c'est aussi le *tourisme*, dont le capital le plus important réside en des sites intacts, qui aurait à pâtir de nouvelles et lourdes atteintes économiques. Car ces sites seraient fortement malmenés par des bâtiments artisanaux et par des routes d'accès et places de dépôt qui les escortent inévitablement.

Non conforme aux objectifs

Théoriquement, les conditions d'assouplissement des normes de construction en faveur de la population paysanne sont, à la lecture, tout à fait plausibles. Mais, précisément dans les régions agricoles, où tout le monde se connaît et où le secret des délibérations des autorités est difficile à garder, ce n'est pas avec les termes incertains du projet de révision qu'on pourra établir une politique d'autorisation conforme aux objectifs visés.

Le projet est d'ailleurs en contradiction avec la Constitution fédérale, dont l'article 22 quater prévoit «une occupation ordonnée du territoire» comme but de l'aménagement. C'est juste au contraire qu'aboutirait la réglementation proposée, car elle abandonne la localisation des bâtiments concernés au hasard des demandes, au lieu de la fixer à l'avance par une planification bien ordonnée. Mais le projet de révision porte aussi atteinte à l'égalité des droits; il permet aux paysans, en dehors des zones à bâtir, donc sur un sol à prix modéré, d'exercer des activités économiques pour lesquelles les autres citoyens doivent acquérir un terrain cher en zone à bâtir.

Bombe à retardement

Une bombe à retardement menace aussi les communes: les bâtiments artisanaux dispersés dans la campagne



On ne pourrait guère éviter, dans tous nos paysages, de telles installations, si la loi sur l'aménagement du territoire était révisée comme on le propose.

déverseraient des eaux usées qu'on ne peut guère – comme le purin et les eaux résiduelles des ménages – répandre dans les champs et les prés. Certes, il est prévu dans le projet que les propriétaires financent eux-mêmes les infrastructures en cas de transformations de bâtiments ou de constructions nouvelles; mais les conduites d'adduction et de découlement liées directement à un certain bâtiment ne sont qu'une partie de l'infrastructure: la dimension, la construction et le financement des conduites principales restent l'apanage des communes et sont difficiles à projeter, parce qu'on ne peut pas prévoir quand, d'où et où, ni quel besoin d'infrastructure devra être couvert. Il en va de même pour les routes, qui dans beaucoup de cas suffisent aux buts agricoles, mais plus tard ne

suffisent plus pour les camions qui livrent des matériaux ou emportent des produits.

Le projet de révision a été élaboré par une commission présidée par le Landamman Adalbert Durrer (OW), et qui entend «assouplir pour le monde agricole les possibilités de construire, afin de permettre à l'agriculture de réagir plus rapidement aux nouvelles évolutions du marché.» Le mandat de la commission Durrer a pour origine la motion du conseiller aux Etats Ulrich Zimmerli, qui le 11 novembre 1991 demandait une révision partielle de la LAT devant «redéfinir les utilisations autorisées en zone agricole d'une manière plus conforme aux impératifs de notre temps», et «assouplir le régime des dérogations pour les constructions et installations hors des zones à bâtir...».



Solche Gewerbeeinrichtungen überall in unseren Landschaften wären kaum zu vermeiden, würde das Raumplanungsgesetz wie vorgeschlagen revidiert. (Bild SHS)

Der Standpunkt des Schweizer Heimatschutzes

So nicht!

shs. Der Schweizer Heimatschutz (SHS) befürwortet eine Verbesserung der Erwerbsmöglichkeiten für die Bauern. Er hält aber die Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung (RPG) für kontraproduktiv, so wie diese in die Vernehmlassung gegangen ist. Er sieht die Lösung vielmehr in besonderen, für

die Landwirtschaft reservierten Gewerbe-zonen. Artikel 18 des RPG gestattet deren Schaffung bereits heute.

Die vom Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement (EJPD) in die Vernehmlassung geschickte Revisionsvorlage will unter gewissen Bedingungen auch gewerbliche Neu- und Umbauten im Zusammenhang mit Landwirtschaftsbetrieben ermöglichen. Dies hätte unweigerlich eine Verteuerung des landwirtschaftlichen Bodens zur Folge. Da es im Vollzug unmöglich wäre, diesen strikte der bäuerlichen Bevölkerung vorzubehalten, würde aus anderen wirtschaftlichen Kreisen eine kostensteigernde Nachfrage

hervorgehoben. Nach dem geltenden Art. 18 des RPG kann das kantonale Recht – neben Landwirtschaft-, Schutz- und Bauzonen – «weitere Nutzungszonen» vorsehen, d.h. nach Meinung des SHS eben auch landwirtschaftliche Gewerbe-zonen. Die Bezeichnung von solchen, nämlich von «Gärtnerzonen», hat das Bundesgericht kürzlich in einem Entscheid über die Bewilligung von Gewächshäusern empfohlen. Einen weiteren, schwerwiegenden ökonomischen Schaden hätte in vielen Gegenden der Schweiz der Tourismus zu erleiden, dessen wichtigstes Kapital unversehrte Landschaften sind. Diese würden durch Gewerbebauten und die darum herum unvermeidlicherweise entstehenden Lagerplätze und Zufahrten erheblich beeinträchtigt.

Nicht zielförmig

Theoretisch wirken die Voraussetzungen für die Lockerung der Bauvorschriften zugunsten der bäuerlichen Bevölkerung beim Lesen durchaus plausibel. Gerade in ländlichen Gebieten, wo alle sich kennen und wo das Sitzungsgeheimnis der Behörden schwierig zu wahren ist, kann aber mit den unbestimmten Begriffen der Revisionsvorlage keine zielkonforme Bewilligungspraxis durchgesetzt werden.

Im weiteren widerspricht die Vorlage der Bundesverfassung: diese erklärt in Art. 22quater eine «geordnete Besiedlung» als Ziel der Raumplanung. Die vorgeschlagene Regelung führt aber gerade zum Gegenteil, denn sie überlässt die Situierung der betreffenden Bauten dem Zufall der eintreffenden Gesuche statt einer vorausschauenden und ordnenden Planung. Die Revisionsvorlage verletzt aber auch die Rechtsgleichheit. Sie gestattet den Bauern, ausserhalb der Bauzonen, d.h. auf preislich günstigem Land, wirtschaftliche Tätigkeiten auszuüben, für die andere

Bürger teures Land in Bauzonen erwerben müssen.

Zeitbombe für Gemeinden

Eine finanzielle Zeitbombe droht auch den Gemeinden: die über das Land verstreuten Gewerbebauten werden Abwasser verursachen, das wohl kaum – wie die Jauche und die häuslichen Abwasser des Bauernhauses – auf Wiesen und Äcker ausgebracht werden kann. Zwar ist in der Vorlage vorgesehen, dass bei gewerblichen Um- und Neubauten die Eigentümer die Infrastrukturen selbst finanzieren müssen. Die Zu- und Ableitungen, die sich direkt einem bestimmten Gebäude zuordnen lassen, sind aber nur ein Teil der Infrastruktur. Dimensionierung, Bau und Finanzierung der Hauptleitungen verbleiben trotzdem den Gemeinden und sind schwierig zu bewältigen, weil nicht vorauszusehen ist, wann, woher und wohin welcher Infrastrukturbedarf zu decken sein wird. Ähnliches gilt für die Strassen, die in vielen Fällen für bäuerliche Zwecke, später aber nicht mehr für zuliefernde und abholende Lastwagen genügen werden.

Diese untaugliche Revisionsvorlage ist von einer Kommission unter dem Vorsitz des Landammanns Adalbert Durrer (OW) erarbeitet worden. Die Kommission will «der Landwirtschaft vermehrt bauliche Flexibilität einräumen, um ihr in Zukunft eine raschere Reaktion auf neue Marktentwicklungen zu ermöglichen». Der Auftrag an die Kommission Durrer ergab sich aus der Motion des Ständerats Ulrich Zimmerli, der am 11. November 1991 eine Teilrevision des Raumplanungsgesetzes verlangte, welche «die in der Landwirtschaftszone als zonenkonform geltenden Nutzungen zeitgemäss neu umschreiben» und «eine flexiblere Ordnung der Ausnahmen für Bauten und Anlagen ausserhalb der Bauzone...» schaffen soll.